AJCT - mensuel - janvier 2014 - pages 1 à 64 - n° 1

AJCT

ACTUALITÉ JURIDIQUE
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Dossier

17 ÉLECTIONS, MODE D'EMPLOI

49 Réforme des conditions de notification des arrêtés d'admission en qualité de pupilles de l'État
Hervé Rihal

52 Profession : Correspondant informatique et libertés
Entretien avec Sylvain Bonenfant

63 Baby Loup : la neutralité religieuse peut être imposée au personnel d'une crèche associative
Jean-David Dreyfus

EN SUPPLÉMENT
INDEX 2013

DALLOZ

ref : 331401
9 782993 314012

Les auteurs du mois

Sylvain BONENFANT est Correspondant informatique et libertés et responsable de la cellule de la conformité, des risques et des libertés du département de Seine-Maritime. Délégué du Club CIL de l'Apronet, il intervient comme formateur au CNFPT et comme conférencier à l'Université Paris X pour le diplôme universitaire CIL (DU CIL).

Jean-Philippe BOREL, docteur en droit, est titulaire d'une maîtrise de droit public et diplômé du centre de formation professionnelle de notaire de Marseille. Il intervient régulièrement au CNFPT Poitou-Charentes.

Sébastien DEFIX, docteur en droit public, est Directeur Juridique et Achats au Conseil général du Puy-de-Dôme. Il enseigne en qualité de Maître de conférences associé à la Faculté de Droit de Clermont-Ferrand. Spécialiste du droit des risques naturels majeurs, il intervient auprès de la Direction Générale de la Prévention des Risques du Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, en qualité de formateur des personnels des DREAL et des DTT.

Damien DUTRIEUX est consultant au CRIDON Nord-Est et Maître de conférences associé à l'Université de Lille 2. Il a publié plusieurs ouvrages en droit des élections, en droit de l'urbanisme, en droit des collectivités territoriales et en législation funéraire, matières dans lesquelles il assure des formations aux agents territoriaux notamment pour le CNFPT.

Élodie SORBET est directrice du Secrétariat général et des Affaires juridiques de la Communauté d'agglomération du Grand Cahors. Elle est également formatrice pour le CNFPT.

François-Julien DEFERT est chef du service des Affaires Juridiques et du Secrétariat du Conseil de la Ville de Troyes. Il est par ailleurs chargé d'enseignement à l'Université de Reims et membre de l'Association Nationale des Juristes Territoriaux. Il assure également des formations en droit pénal de l'urbanisme au CNFPT.

Olivier LANDEL est Délégué général de l'Association des communautés urbaines de France (ACUF) depuis 2002, et Directeur général de l'Agence France Locale Société Territoriale depuis fin 2013. Ses fonctions au sein de l'ACUF l'ont conduit, dès 2004, à coordonner plusieurs émissions obligataires groupées de collectivités.

Hervé RIHAL, agrégé de droit public, est professeur à l'Université d'Angers. Il est l'auteur de nombreux articles relatifs notamment à l'aide sociale à l'enfance et aux personnes handicapées.

Ont également collaboré à ce numéro :
Emmanuel AUBIN, Professeur agrégé de droit public à l'Université de Poitiers
Rémi BONNEFONT, Avocat au barreau de Paris
Jean-David DREYFUS, Professeur de droit public à l'Université Paris-Dauphine, Avocat au barreau de Paris (D4 Avocats Associés)
Rémi GRAND, Rédacteur aux Éditions Dalloz
Matthieu HOUSER, Maître de conférences en droit public, Université de Franche-Comté
Marianne MOLINER-DUBOST, Maître de conférences (HDR), Université Jean Moulin Lyon 3
Donia NECIB, Rédactrice en droit public
Eric PÉCHILLON, Maître de conférences en droit public à l'Université de Rennes 1
Jean-Pierrre VIAL, Inspecteur, Direction régionale de la jeunesse des sports et de la cohésion sociale, Pays de La Loire

AJCT
Actualité Juridique
Collectivités Territoriales

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Martine Cliquennois, Avocat et maître de conférences à Sciences Po Lille, Centre « Droits et perspectives du Droit » (EA n° 4487)

Marie-Christine De Montecler, Rédactrice en chef de l'AJDA

Olivier Didriche, Directeur adjoint en charge des affaires juridiques à la communauté d'agglomération et à la ville de Reims

Jean-David Dreyfus, Professeur de droit public à l'Université Paris-Dauphine, Institut droit Dauphine, Avocat associé, D4 avocats

Samuel Dyens, Directeur général adjoint des services du conseil général du Gard, président de l'Association nationale des juristes territoriaux (ANJT)

Gilles Le Chatelier, Conseiller d'État, Avocat associé au cabinet ADAMAS

Davy Miranda, Auditeur de justice, ancien Directeur des affaires juridiques de la Ville de Rodez

Marie-José Tulard, Avocat senior au cabinet Landot et Associés. Elle a par ailleurs dirigé le service des collectivités territoriales au Sénat.

31-35 rue Froidevaux
75685 Paris Cedex 14
Tél. rédaction 01 40 64 52 93
Fax : 01 40 64 54 66
E-mail : ajct@dalloz.fr

PRÉSIDENTE DIRECTRICE GÉNÉRALE
DIRECTRICE DE LA PUBLICATION
Sylvie FAYE

RÉDACTION
Directeur éditorial
Philippe WEISS

Rédactrice en chef
Claire DEMUNCK
c.demunck@dalloz.fr

Rédactrice
Morgane GUILLOU

Secrétaire de rédaction
Véronique THILL
v.thill@dalloz.fr

Directeur artistique
Patrick VERDON

ABONNEMENT - RELATIONS CLIENTS
Yvette NAY, Directrice des abonnements
Marie-Hélène TYLMAN, Responsable relation clients

Revue mensuelle (11 numéros par an)
80, avenue de la Marne - 92541 Montrouge Cedex
Tél. : 0820 800 017 (0,12 € TTC/min.) - Fax : 01 41 48 47 92

Prix de l'abonnement (2014)
France : 234,83 € TTC / 230 € HT
DOM : 252,63 € TTC / CEE : 255,25 € TTC
Prix au numéro : 33,69 € TTC / 33 € HT

ISSN 2110-6649 - N° CPPAP : 0118 T 90663

Imprimerie Jouve – 1 rue du Docteur Sauvé – 53100 Mayenne

Dépôt légal - Janvier 2014

Ce numéro comprendra un encart broché « AJDA/AJCT »

ÉDITIONS DALLOZ
Société anonyme au capital de 3 956 040 euros
Siège social : 31-35 rue Froidevaux – Paris 14e
RCS Paris 572 195 550 – Siret 572 195 550 00098
Code APE : 5811Z
TVA : FR 69 572 195 550
Filiale des éditions Lefebvre-Sarrut
La reproduction, même partielle,
de tout élément publié dans la revue est interdite.

ACTION SOCIALE
pratiques

AIDE SOCIALE À L'ENFANCE
- Pupille de l'État * Arrêté d'admission * Département....49

PROTECTION DE L'ENFANCE
- Mineur isolé étranger * Accueil * Compétence départementale....54

ÉLECTION
dossier

CAMPAGNE ÉLECTORALE
- Moyen de propagande * Bilan de mandat * Bulletin municipal * Tribune de l'opposition * Financement * Internet * Réseaux sociaux....39

CONSEILLER MUNICIPAL ET COMMUNAUTAIRE
dossier
- Organisation matérielle * Bulletin de vote * Bureau de vote....18

dossier
- Réforme * Fléchage * Parité....28

INÉLIGIBILITÉ ET INCOMPATIBILITÉ
dossier
- Cumul des mandats....35

LISTE ÉLECTORALE
dossier
- Révision * Tenue....23

OPÉRATION DE VOTE
- Bureau de vote * Contrôle de l'identité * Procuration....4

ÉLU

ADJOINT AU MAIRE CONSEILLER MUNICIPAL
- Adjoint au maire * Délégation de fait * Responsabilité pénale....55

ENVIRONNEMENT

DÉCHET
- Détenteur * Propriétaire * Obligation d'élimination * Environnement industriel....59

INSTALLATION CLASSÉE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
- Enquête publique * Publicité * Installation classée pour la protection de l'environnement * Autorisation d'exploitation....57

FINANCES LOCALES
pratiques

BANQUE
- Agence de financement des collectivités territoriales * Agence France Locale * Emprunt toxique * Encadrement....46
- Dotation * Emprunt toxique * Fonds de soutien * Mention du TEG * Péréquation * Fonds de péréquation....6

GÉNÉRALITÉ
- Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 * Loi de finances rectificative pour 2013....10

FISCALITÉ LOCALE

GÉNÉRALITÉ
- Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 * Loi de finances rectificative pour 2013....10
- Loi de finances pour 2014....6

GÉNÉRALITÉS
entretien

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
- Correspondant informatiques et libertés....52

HABITAT ET LOGEMENT

LOGEMENT SOCIAL
- Construction....5

INTERCOMMUNALITE

COMPÉTENCE
- Accueil des gens du voyage * Aire d'accueil * Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage....61

ORGANISATION
- Schéma départemental de coopération intercommunale * Communauté de communes * Commune * Arrêté préfectoral * Recours....60

ORGANISATION TERRITORIALE
éditorial
- Compétence * Réforme * Décentralisation....1

SERVICE PUBLIC

LAÏCITÉ
- Neutralité * Organisme de droit privé * Entreprise de conviction * Mission d'intérêt général....63

URBANISME

AUTORISATION D'URBANISME
- Permis de construire * Logement....5